

Audit Expertise Comptable Conseil

CRCDC-OC
180, rue Lamarck
11000 CARCASSONNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019

Francis BOYER
Anne-Laure MOISSENET
Sylvain TRAMOY

Ce rapport contient 20 pages

aec@ste-aec.com



A V O T R E S E R V I C E

3, rue René Pretet	29, rue de la Grille
71100 CHALON/SAÔNE	B.P. 91
Tél. : 03 85 42 46 46	71403 AUTUN Cedex
Fax : 03 85 86 53 54	Tél. : 03 85 86 53 53
	Fax : 03 85 86 53 54

*Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables
de Bourgogne-Franche-Comté
Membre de la Compagnie régionale
des Commissaires aux Comptes de Dijon*

CRCDC-OC
180, rue Lamarck
11000 CARCASSONNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

Aux membres de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CRCDC-OC, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de l'Association le 08 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé sont notamment les suivantes :

- la bonne application des règles et méthodes comptables en matière de traitement des subventions, notamment leur rattachement à l'exercice et l'estimation des fonds dédiés,
- l'évaluation des engagements hors bilan,
- la valorisation des titres en portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DU CONSEIL

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de votre trésorier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration de l'association.

RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumuls, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels

au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Autun, le 08 juin 2020

Pour la société AEC,
Commissaire aux Comptes

Sylvain TRAMOY
Président



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2019
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement			
Frais de recherche et de développement			
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	545 523	543 531	1 992
Fonds commercial			
Autres immobilisations incorporelles	27 871	27 871	
Immobilisations incorporelles en cours			
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions	87 889	81 566	6 323
Installations techniques, matériels et outillages industriels	478 705	428 988	49 718
Autres	1 199 989	1 065 806	134 182
Immobilisations grévées de droit			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Immobilisations financières			
Participations			
Créances rattachées aux participations			
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille			
Autres titres immobilisés			
Prêts			
Autres immobilisations financières	11 675		11 675
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 351 652	2 147 762	203 890
ACTIF CIRCULANT			
Stocks et en-cours			
Matières premières et autres approvisionnements	55 980		55 980
En-cours de production (biens et services)			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances			
Créances Usagers et comptes rattachés	68 813		68 813
Autres	29 967		29 967
Autres postes de l'actif circulant			
Valeurs mobilières de placement			
Instruments de trésorerie			
Disponibilités	3 657 000		3 657 000
Charges constatés d'avance	91 209		91 209
TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 902 970		3 902 970
Charges à répartir sur plusieurs exercices			
Primes de remboursement des obligations			
Ecarts de conversion actif			
TOTAL GENERAL	6 254 621	2 147 762	4 106 859

Bilan actif

Legs nets à réaliser : acceptés par les organes statutairements compétents autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre :	
--	--



Bilan passif

	au 31/12/2019
FONDS ASSOCIATIFS	
Fonds propres	
Fonds associatifs sans droit de reprise	2 718 250
Ecarts de réévaluation	
Réserves	
Résultat de l'exercice	-484 708
Report à nouveau	
SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE	2 233 542
Autres fonds associatifs	
Fonds associatifs avec droit de reprise	
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise	
Subventions d'investissement	
Provisions réglementées	
Droits des propriétaires (Commodat)	
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	2 233 542
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	
Provisions pour risques	
Provisions pour charges	
TOTAL PROVISIONS	
FONDS DEDIES	
Fonds dédiés sur subventions	780 877
Fonds dédiés sur autres ressources	
TOTAL FONDS DEDIES	780 877
DETTES	
Emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	712 470
Dettes fiscales et sociales	379 971
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Instruments de trésorerie	
Produits constatés d'avance	
TOTAL DETTES	1 092 441
Ecarts de conversion passif	
TOTAL GENERAL	4 106 859
(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	1 092 441
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

Compte de résultat

	du 01/01/19 au 31/12/19 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Ventes de marchandises				
Production vendue	881 089	12,52	881 089	
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	6 156 807	87,48	6 156 807	
Reprises et Transferts de charge	152 746	2,17	152 746	
Cotisations				
Autres produits	16 813	0,24	16 813	
Produits d'exploitation	7 207 456	102,41	7 207 456	
Achats de marchandises				
Variation de stock de marchandises	1 986	0,03	1 986	
Achats de matières premières	2 165	0,03	2 165	
Variation de stock de matières premières	-26 570	-0,38	-26 570	
Autres achats non stockés et charges externes	4 669 012	66,34	4 669 012	
Impôts et taxes	238 336	3,39	238 336	
Salaires et Traitements	2 028 289	28,82	2 028 289	
Charges sociales	720 930	10,24	720 930	
Amortissements et provisions	121 301	1,72	121 301	
Autres charges	996	0,01	996	
Charges d'exploitation	7 756 445	110,21	7 756 445	
RESULTAT D'EXPLOITATION	-548 989	-7,80	-548 989	
Opérations faites en commun				
Produits financiers	1 408	0,02	1 408	
Charges financières	71		71	
Résultat financier	1 337	0,02	1 337	
RESULTAT COURANT	-547 652	-7,78	-547 652	
Produits exceptionnels	137 010	1,95	137 010	
Charges exceptionnelles	276 275	3,93	276 275	
Résultat exceptionnel	-139 265	-1,98	-139 265	
Impôts sur les bénéfices				
Report des ressources non utilisées	202 209	2,87	202 209	
Engagements à réaliser				
EXCEDENT OU DEFICIT	-484 708	-6,89	-484 708	

COMPTES ANNUELS

2019

Période du 01/01/2019 au 31/12/2019

Annexes

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CRCDC-OC

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019, dont le total est de 4 106 859 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 484 708 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 22/05/2020 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2019 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable du secteur association de dépistage du cancer (plan comptable associatif).

Les dispositions contradictoires au PCG dont les retraitements ont été effectués sont les suivantes :

- Utilisation du plan comptable associatif avec quelques particularités comptables notables:
- utilisation de comptes spécifiques tels que:
- "apports sans droit de reprise";
- "fonds dédiés"

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Nous avons appliqué les principes et règles comptables en vigueur pour les associations.

Nous rappelons ainsi que les comptes suivent notamment l'application du principe comptable de prudence.

La comptabilité suit légalement les règles d'un enregistrement à l'engagement (créances / dettes).

Nous suivons aussi le bon rattachement des charges et des produits à la période concernée (principe de séparation des exercices).

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Il s'agit du premier exercice suite à la fusion des associations départementales de la région Occitanie en une structure régionale unique: le CRCDC-OC.

Cette année est qualifiée "d'exceptionnelle" : fusion de 12 entités départementales avec des financements publics significatifs (budget annuel de plus de 8 M€), près de 70 salariés

Cela a engendré des écritures comptables spécifiques à la fusion avec la reprise détaillée des bilans des 12 structures.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				573 394
Immobilisations incorporelles				573 394
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				87 889
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				478 705
- Installations générales, agencements aménagements divers				177 977
- Matériel de transport				29 653
- Matériel de bureau et informatique, mobilier		29 910		991 346
- Emballages récupérables et divers				1 012
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles		29 910		1 766 583
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations			15	
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières		970		11 675
Immobilisations financières		970	15	11 675
ACTIF IMMOBILISE		30 880	15	2 351 652

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		29 910	970	30 880
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		29 910	970	30 880
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions			15	15
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice			15	15

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles		10 854		571 402
Immobilisations incorporelles		10 854		571 402
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions		10 139		81 566
- Installations techniques, matériel et outillage industriels		30 672		428 988
- Installations générales, agencements aménagements divers		6 123		155 509
- Matériel de transport		4 954		17 429
- Matériel de bureau et informatique, mobilier		58 559		891 856
- Emballages récupérables et divers				1 012
Immobilisations corporelles		110 447		1 576 360
ACTIF IMMOBILISE		121 301		2 147 762

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 201 665 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	11 675		11 675
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	68 813	68 813	
Autres	29 967	29 967	
Charges constatées d'avance	91 209	91 209	
Total	201 665	189 990	11 675
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs - RRR à obtenir	2 369
Charges sociales - produits à recev	527
Etat - produits à recevoir	12 576
Total	15 473

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds associatifs

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droit de reprise		2 718 250		2 718 250
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
Total fonds sans droit reprise		2 718 250		2 718 250
Apports avec droit de reprise				
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
Total fonds avec droit reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à Nouveau				
Résultat de l'exercice			484 708	-484 708
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Autres fonds associatifs				
Total fonds associatifs		2 718 250	484 708	2 233 542

Les apports sans droit de reprise concernent l'apport des actifs nets des entités départementales absorbées dans la nouvelle structure associative.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 092 441 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	712 470	712 470		
Dettes fiscales et sociales	379 971	379 971		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	1 092 441	1 092 441		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	268 846
Dettes provis. pr congés à payer	109 160
Personnel - autres charges à payer	3 000
Charges sociales s/congés à payer	56 662
Charges sociales - charges à payer	33 360
Etat - autres charges à payer	22 479
Total	493 507

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	91 209		
Total	91 209		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 7 200 euros

Honoraire des autres services : 6 750 euros

Subventions d'exploitation

Suivi des fonds dédiés

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours de l'exercice B	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restants à engager en fin d'exercice A - B + C
<i>FDS DEDIES DOCCU</i>		852 434	71 557		780 877
Total		852 434	71 557		780 877

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice	484 708	
Part du résultat sur gestion conventionnée		
Part du résultat sur gestion libre	484 708	

Ventilation des dépenses par nature du compte 61560000 – Maintenance Epiconcept

NATURE DE LA DEPENSE

Montant 2019

Abonnement annuel Plateforme Epiconcept (DOCS/DOCR/DOCU) – 12 sites
GED ScanOrdo (12) + GED Immuno (46,66) + DIM (66) + Scan'X (31,30)
Dématérialisation E-Sis Light (12,81,46,82,30,31)

122 549 €
24 313 €
63 545 €

TOTAL

210 407 €

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Information relative aux traitements comptables induits par l'épidémie de Coronavirus.

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'entité au 31/12/2019 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à l'épidémie du Coronavirus.

Les éléments comptables reflètent uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 78 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	7	5	12	12
Employés	3	63	66	66
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	10	68	78	78

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 86 792 euros

Le calcul de la provision retraite a été effectué en tenant compte des hypothèses suivantes:

- âge de départ à la retraite de 65 ans
- application des droits retraite prévus par le code du travail en attendant l'application sur 2020 d'une convention collective unique pour tous les sites:
détail des droits prévus:
1/2 mois de salaire entre 10 et 15 ans d'ancienneté,
1 mois de salaire entre 15 et 20 ans d'ancienneté,
1 mois et 1/2 de salaire entre 20 et 30 ans d'ancienneté,
2 mois de salaire pour 30 ans et plus d'ancienneté.
- proratisation de l'indemnité par rapport à l'ancienneté actuelle des salariés et à l'ancienneté qu'ils auront acquis lors du départ en retraite
- application d'un taux de charges sociales de 37% sur le montant brut de l'indemnité

Donations

montant des dons reçus en 2019 = 10 920.70 €

Procès Verbal

Assemblée Générale

Lundi 8 juin 2020

Assemblée Générale

Présents : Docteur JP Delon, Docteur P Landais, Docteur A Lesnik, Docteur G Plique, Michel Combier, Docteur MJ Renaudie, Docteur B Tretarre, Madame J Quarin, Madame A Clottes, Professeur P Marès.

Pouvoirs ou représentés : Docteur Guillermo REYES – ORTEGA (représenté par le Docteur Delon), Docteur R Figuières (pouvoir Dr Lesnik), Monsieur Alain Boubée (pouvoir Dr Lesnik), Docteur D Putod (pouvoir Professeur Marès), Monsieur B Couderc, Docteur A Badi (pouvoir Dr Plique), Docteur C Aubierdavid (pouvoir Professeur Marès), Monsieur JM Pomiès (pouvoir M Combier), Madame P Cazaneuve (pouvoir Dr Renaudie), Professeur D Azria (pouvoir Dr Landais), Docteur Grosclaude (pouvoir Dr Tretarre).

Absents excusés : Docteur A Rotter, Docteur JP Jacques, Bernard Sauvagnac, Madame D Dalla Riva, Docteur P Pienkowski, Docteur PA Dalbiès.

Pouvoirs n'ayant pu être utilisés : Docteur Pienkowski (Dr JP Jacques), Monsieur B Couderc (pouvoir Dr A Rotter).

Invités : Docteur Antoine KHREICHE, Madame Nadine DUVIGNAU, Maître Malvaud (avocat conseil), Monsieur Tramoy (CAC), Monsieur Foucault (expert - comptable), Madame Valérie KARDASZ.

I. VALIDATION PROCES-VERBAL DU 19 DECEMBRE 2019

Aucune remarque n'étant faite, le procès - verbal est approuvé à l'unanimité.

II. APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS 2019

Les comptes ont sincères et fidèles. Ils sont approuvés à l'unanimité.

III. APPROBATION DES RAPPORTS :

- Rapport Moral

Présenté lors du Conseil d'Administration, le rapport moral est approuvé à l'unanimité.

- Rapport d'Activité

Présenté lors du Conseil d'Administration, le rapport d'activité est approuvé à l'unanimité.

- Rapport du Commissaire aux comptes

Après quelques ajustements les comptes ont pu être certifiés sans réserve :

« Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice. »

Le Commissaire aux Comptes nous demande, dans le cadre de la loi de 2006 sur la transparence financière, d'établir une convention entre l'association et ses administrateurs deuxièmes lecteurs et de faire approuver cette convention en Assemblée Générale.

Il est procédé au vote. Le rapport du Commissaire aux Comptes est approuvé à l'unanimité.

L'Assemblée Générale approuve la convention entre l'Association et ses administrateurs deuxièmes lecteurs.

IV. AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE ECOULE

Comme expliqué par le Commissaire aux Comptes, le déficit de 480 000 € est lié à la non réception des subventions demandées et des dettes.

Pour le Commissaire aux Comptes et l'Expert-comptable, il conviendrait de reporter ce résultat (« report à nouveau »), ce qui se fait généralement. L'excédent viendra alors combler ce report à nouveau.

Il est procédé au vote. **Le report de ce résultat en report à nouveau est validé à l'unanimité.**

V. STRATEGIE, PROGRAMME ET PROJETS DE L'EXERCICE EN COURS

Le plan de reprise d'activité post covid 19 sera présenté à l'ARS le 18 juin prochain.

Le rattrapage des invitations non envoyées pendant le confinement se fera sur 2 à 3 mois.

L'harmonisation des pratiques va permettre une optimisation des moyens qui entraînera une diminution des coûts.

Actions de sensibilisation des publics précaires : analyse des indicateurs, développement des actions dans les territoires isolés, en partenariat avec les CLS.

Pharmaciens et infirmières : action de distribution des kits de dépistage du cancer colorectal dans les mois à venir.

Plus on informe et plus on augmente la participation.

Harmonisation du Système d'Information (SI) : reprise espérée en septembre. La consultation des 3 éditeurs de logiciel n'a pas pu être finalisée (covid 19) et le cahier des charges n'a pas encore été rédigé.

Volet social représente encore un énorme travail, notamment avec le passage à la FEHAP 51 espéré pour le 1^{er} octobre 2020.

Tous les sites ont repris leur activité, l'entraide est là, la solidarité aussi. La régionalisation est en train de se faire. La vision est plus globale que départementale. Le Professeur Marès félicite tout le monde.

VI. APPROBATION DU BUDGET PREVISIONNEL 2020

Le professeur Marès rappelle l'importance de cette décision. En effet, le budget prévisionnel doit être présenté aux autorités de tutelle le 15 juin prochain.

Le budget prévisionnel présenté en Conseil d'Administration est approuvé à l'unanimité.

VII. APPROBATION DES STATUTS DE L'ASSOCIATION DES PRESIDENTS DES CRCDC

Le professeur Marès rappelle l'échéance de fin juin pour y adhérer ou non.

AL note qu'effectivement cette adhésion peut être à double tranchant :

- En termes de région, nous avons besoin d'aller chercher des informations,
- Nous sommes en situation inconfortable entre les instances nationales et régionales

Mais doit-on pour autant pratiquer la politique de la chaise vide ?


Face aux nombreuses questions, il est décidé de porter ce point particulier sur un Conseil d'Administration spécifique qui décidera de l'adhésion ou non à cette association des présidents des CRCDC.

VIII. QUESTIONS DIVERSES

Pas de question.

L'Assemblée Générale est clôturée par le Professeur Marès qui remercie tous les participants pour leur implication et leur disponibilité.

Professeur Pierre MARES
Président CRCDC-OC
Le,



3

Procès Verbal

Conseil d'Administration

Lundi 8 juin 2020

Conseil d'Administration

Présents : Docteur JP Delon, Docteur P Landais, Docteur A Lesnik, Docteur G Plique, Michel Combier, Docteur MJ Renaudie, Docteur B Tretarre, Madame J Quarin, Madame A Clottes, Professeur P Marès.

Pouvoirs ou représentés : Docteur Guillermo REYES – ORTEGA (représenté par le Docteur Delon), Docteur R Figuères (pouvoir Dr Lesnik), Monsieur Alain Boubée (pouvoir Dr Lesnik), Docteur D Putod (pouvoir Professeur Marès), Monsieur B Couderc, Docteur A Badsì (pouvoir Dr Plique), Docteur C Aubierdavid (pouvoir Professeur Marès), Monsieur JM Pomiès (pouvoir M Combier), Madame P Cazaneuve (pouvoir Dr Renaudie), Professeur D Azria (pouvoir Dr Landais), Docteur Grosclaude (pouvoir Dr Tretarre).

Absents excusés : Docteur A Rotter, Docteur JP Jacques, Bernard Sauvagnac, Madame D Dalla Riva, Docteur P Pienkowski, Docteur PA Dalbiès.

Pouvoirs n'ayant pu être utilisés : Docteur Pienkowski (Dr JP Jacques), Monsieur B Couderc (pouvoir Dr A Rotter).

Invités : Docteur Antoine KHREICHE, Madame Nadine DUVIGNAU, Maître Malvaud (avocat conseil), Monsieur Tramoy (CAC), Monsieur Foucault (expert - comptable), Madame Valérie KARDASZ.

Le président prend la parole pour rappeler le déroulé de ce Conseil d'Administration tenu en visioconférence en raison de la crise sanitaire et des règles de distanciation en vigueur.

Le quorum étant atteint, il remercie les membres pour leur présence et leur bonne volonté face à cette situation complexe, nouvelle et originale et rappelle l'importance de ce Conseil d'Administration qui doit permettre de présenter le budget prévisionnel 2020 aux autorités de tutelles le 15 juin prochain (dialogue de gestion).

Sur le plan pratique et légal, un tour de table est effectué afin que chaque participant se présente et indique le pouvoir dont il est muni. Le Professeur Marès informe que le Dr Jacques et Monsieur Sauvagnac ont envoyé un mail en fin de matinée pour signaler qu'ils n'assisteraient pas à ce Conseil d'Administration, estimant qu'un CA doit se dérouler en présentiel et non en visioconférence.

VALIDATION PROCES VERBAL DU 19 12 2019

Aucune remarque n'étant faite, le procès - verbal est approuvé à l'unanimité.

PRESENTATION DE L'EXERCICE CLOS AU 31 12 2019

Intervention de Monsieur Landry FOUCAUT du cabinet CER France.

Monsieur Foucaut rappelle le contexte particulier de cet exercice puisqu'il n'y a pas d'antériorité de par la fusion et donc pas de base de comparabilité.

Cette année était exceptionnelle sur le plan juridique, d'un point de vue fonctionnel, comptable. La compréhension de ce contexte est essentielle.

Le travail en termes de reprise de bilan a été très important puisqu'il a fallu reprendre le bilan des 12 anciennes structures, en particulier l'actif, les immobilisations, les créances, les dettes et les comptes bancaires.

Monsieur Foucaut rappelle que même si le CRCDC-OC est propriétaire de tous les comptes physiques, la trésorerie des 12 anciennes structures n'a été récupérée que tardivement, entre 6 et 9 mois après la fusion. Il a donc fallu retravailler toutes les informations en raison du décalage dans le temps. En effet, en 6 mois, des dettes (factures) sont intervenues et ont été réglées, certaines, directement par les sites.

Le gros du travail a consisté à mettre en place une organisation interne avec les équipes, par rapport aux comptes au 31.12.2018. Le détail complet de chaque compte a été récupéré, étudié, vérifié.

Monsieur Foucaut assure travailler dans une transparence totale et rappelle les principes généraux qui s'appliquent à une association (diapo 8) :

- Respect du plan comptable. Celui-ci doit évoluer en 2020,
- Respect du principe de prudence.

Flux de trésorerie post-fusion : La trésorerie de départ était de 4M euros, 10 % de ces 4 millions ont servi au règlement des factures anciennes et au fonctionnement du CRCDC-OC.

Une différence de poids existe entre les anciennes structures. 4 structures se démarquent en ce sens : le Gard Lozère, La Haute Garonne et l'Hérault et l'Aude.

Bilan :

Le bilan représente le patrimoine de la structure, essentiellement de la trésorerie et les actifs net des anciennes structures (fonds propres) qui s'élèvent à 2.7 M €

En fin d'exercice, le bilan est de 4.1 M€ dont 3.7M€ de trésorerie.

Un suivi spécifique a été mis en place pour le DO CCU. Il a été convenu avec l'ARS. Le reliquat des fonds dédiés au DO CCU s'élève à 781 000 €.

31/12/2019			
Actif		Passif	
Immobilisations nettes	203 890	Capitaux propres	3 014 418
Stocks	55 980	Subventions d'équipement	-
C/C associés (débiteurs)	-	Emprunts	-
Créances	185 455	C/C associés (créditeurs)	-
Disponibilités	3 657 000	Dettes	1 087 906
Total	4 102 325	Total	4 102 325



Taux d'endettement	27%
Fonds De Roulement	2 810 529
Besoin en FDR	(846 472)
Trésorerie Nette Globale	2 754 549

Les dettes s'élèvent à 1M€. Il s'agit de charges provisionnées mais non payées (fournisseurs, factures non parvenues au moment de la clôture des comptes, etc..). Elles correspondent au déficit.

Les autres dettes sont liées au personnel (charges sociales).

Les comptes sont équilibrés.

Compte de résultat (P&L) :

Les recettes (7M€) proviennent de 3 organismes principaux : ARS, CPAM et MSA.

Les charges permettent de voir comment ces sommes sont utilisées :

- Masse salariale : reprise intégrale de tous les effectifs, ce qui n'est pas le cas de toutes les fusions. Les mises à disposition ont été ou seront remplacées par des recrutements, une anticipation sur le passage à la FEHAP 51 est prévue.
- Frais postaux : 20% du budget. Ce poste de dépense est très élevé mais cohérent et en phase avec le budget Apacche par rapport à l'activité de l'association,
- Maintenance : charges liées aux dépenses informatiques et aux logiciels métier

P&L: Charges

Détail du poste de Maintenance:

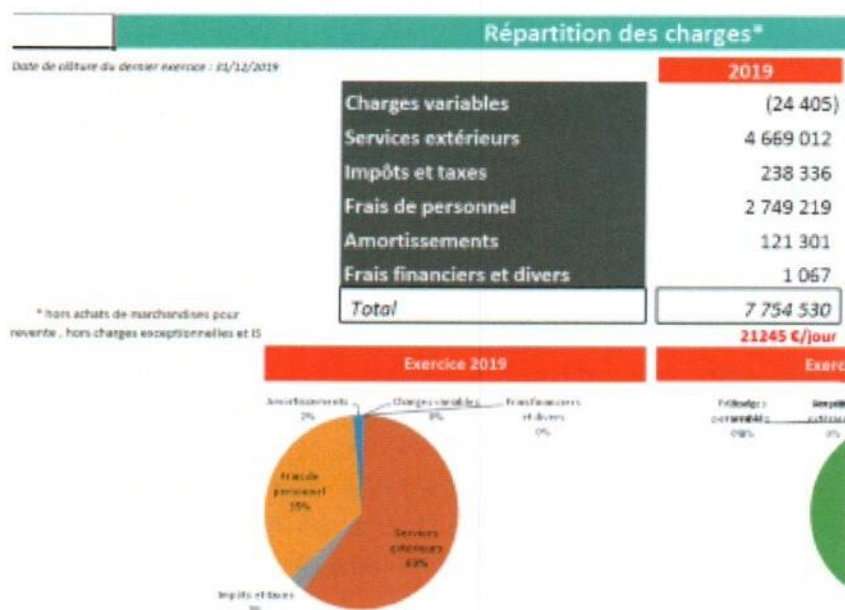
Ventilation des dépenses par nature du compte 61560000 – Maintenance Epiconcept

NATURE DE LA DEPENSE	Montant 2019
Abonnement annuel Plateforme Epiconcept (DOCS/DOCR/DOCU) – 12 sites	122 549 €
GED ScanOrdo (12) + GED Immuno (46,66) + DIM (66) + Scan'X (31,30)	24 313 €
Dématérialisation E-Sis Light (12,81,46,82,30,31)	63 545 €
TOTAL	210 407 €



17

- Location immobilière : le coût varie d'un site à un autre, à analyser au cas par cas,
- Fournitures administratives : en lien avec les frais postaux et donc nécessaires à la mission de l'association, elles comprennent également les charges connexes et logistiques telles que le rapatriement des mammographies depuis les centres de radiologie.



Résultante : les subventions reçues sont inférieures à celles budgétées (-1M€) car les autorités de tutelle ont estimé que la trésorerie récupérée nous permettait de fonctionner sans nous verser les sommes demandées.

Le fond de roulement est passé de 4 mois à 2.5 mois ce qui a participé à réduire les subventions des financeurs

Monsieur Foucaut rappelle qu'il est impératif que les organes de gouvernance assure le suivi (CA et AG) dans les délais légaux afin de procéder à l'arrêté des comptes puis à leur approbation avec le rapport du Commissaire aux comptes à l'appui.

Les prévisions :

- Inventaire des immobilisations,
- Evolutions sociales (nouvelle convention),
- Harmonisation des IFC (engagement retraite),
- Validation du budget prévisionnel 2020 par les autorités de tutelle
- Point avec le Commissaire aux comptes afin de gagner en visibilité, efficacité et pertinence afin de dégager des économies et développer des synergies,
- Rendre les pratiques homogènes et normées, actuellement les pratiques restent variées sur la région,
- Cœur du métier : courrier d'invitation et collecte des mammographies

Les objectifs :

Il est impossible de dégager des économies en post fusion, surtout quand la totalité du personnel est maintenue. Il faut attendre au moins deux ans pour trouver les pistes d'économies.

Le Docteur Lesnik, trésorier du CRCDC-OC remercie Monsieur Foucaut pour la clarté et la justesse de sa présentation. Il souhaite apporter quelques précisions d'ordre politique :

Le budget 2019 était très compliqué notamment par rapport au fond de roulement. C'était un budget de transition. Il devrait être un peu plus stabilisé en 2020.

Une réunion vendredi avec les autorités de tutelle a permis d'aborder à nouveau la question du fond de roulement. L'année 2019 était particulière, le budget a été débloqué au fur et à mesure par rapport à la trésorerie. Les autorités de tutelle n'ont pas semblé hostiles à un retour à 4 mois de fond de roulement. A suivre...

Questions :

Jean Paul DELON : un des principes de la fusion était de rester à budget constant. Est-ce le cas ?
Le Docteur Khreiché explique qu'il est difficile de répondre car l'exercice 2019 était particulier :

- Nouvelles dépenses liées à la régionalisation,
- Récupération de la trésorerie des 12 anciennes structures.

D'un point de vue des financeurs, nous avons été à budget constant même si nous leur avons coûté moins cher en termes de trésorerie et ce par l'injection de la trésorerie des anciennes structures dans le budget de fonctionnement alors que cette trésorerie devait servir de fond de roulement. Le contrat a donc été respecté.

Le Professeur Marès rappelle que la fusion avait pour objectif de diminuer le budget notamment par la diminution de 30% des effectifs (proposition CMI). Le maintien des emplois que nous avons obtenu

par la négociation et l'argumentation que la direction de CRCDC-OC a présenté est tout à fait exceptionnel.

Il y a eu des questions sur le concept du déficit. Il s'agit d'un problème de présentation et non de déficit. En effet, la comptabilité tient compte de la différence entre ce qui a été demandé et ce qui a été dépensé. Or, les financeurs n'ont pas versé la totalité de ce que la direction du CRCDC-OC a demandé. Ce fait entraîne un déficit comptable sans pour autant être en situation de déficit.

Le prochain budget tiendra compte d'un niveau de salaire équivalent en fonction du poste occupé (équité).

Aucune autre question n'étant soulevée, il est procédé au vote.

L'exercice clos au 31.12.2019 est validé à l'unanimité.

PRESENTATION DU RAPPORT MORAL

Le Professeur Marès rappelle que l'objectif était de maintenir l'ensemble du personnel et d'obtenir un budget constant. L'objectif a été atteint.

DO CS : le taux de participation est globalement stable sur l'ensemble de la région

DO CCR : pas de baisse significative malgré les difficultés rencontrées.

CSE : formation, délégué syndical

2019 a été l'année de l'apprentissage au fonctionnement régional, apprendre à travailler avec une dimension plus large, plus collective, plus structurée.

Pour 2020, l'objectif est de :

- Terminer l'organisation mise en place,
- Réévaluer les salaires sur 2-3 ans dans un souci d'équité,
- Mettre en place un budget de soutien à l'accompagnement,
- Mise en place du DO CCU,
- Développer les relations avec Onco LR et le Professeur Azria

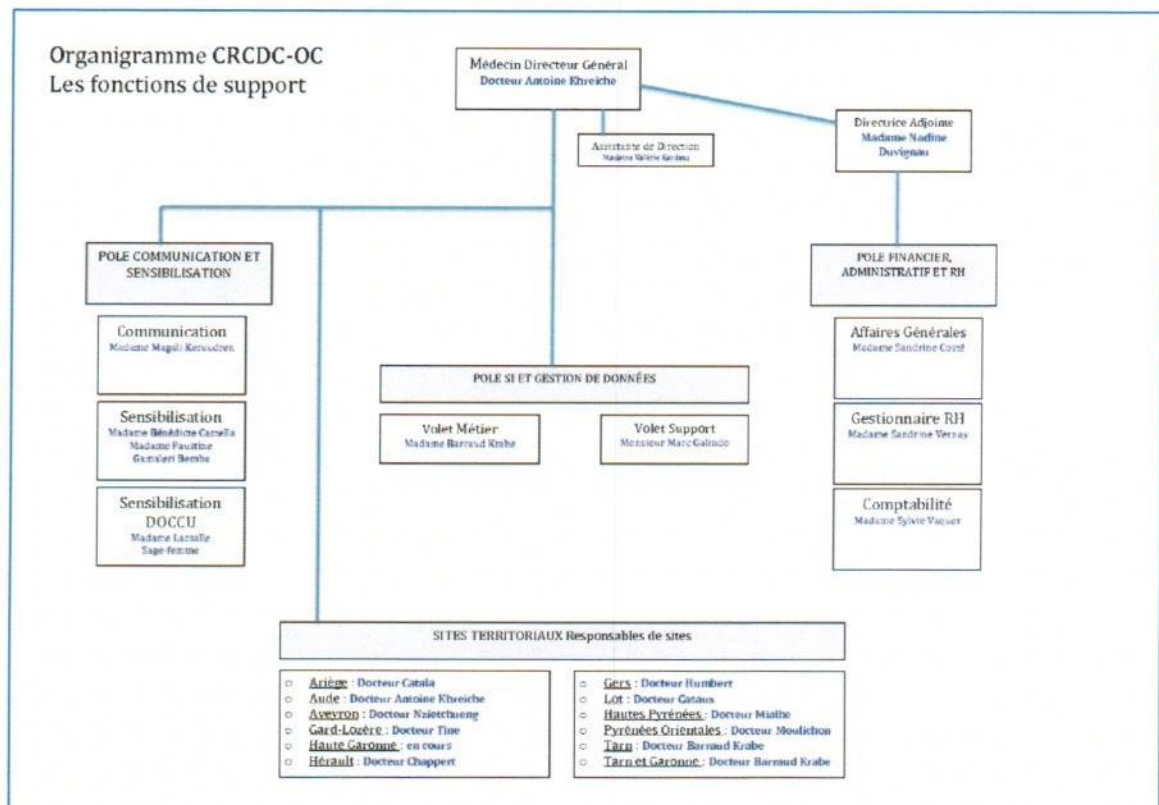
Nous avons plus que jamais besoin de la participation et du dynamisme de tous, dans chaque territoire.

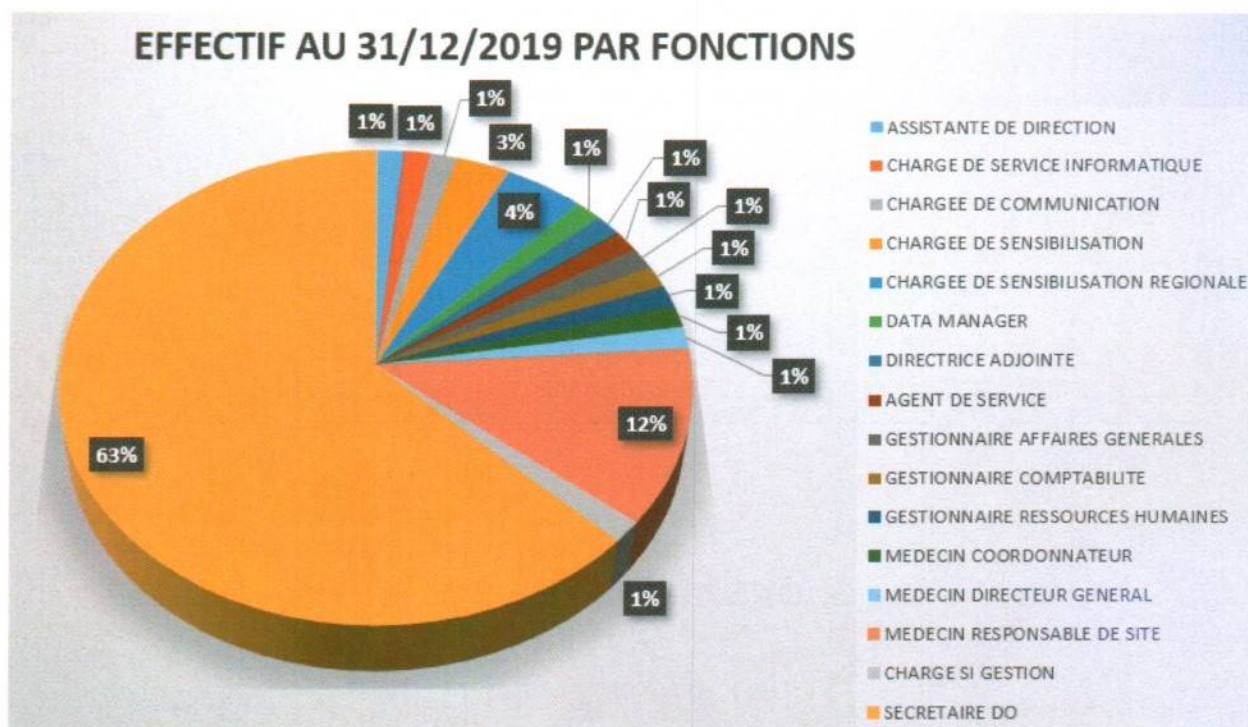
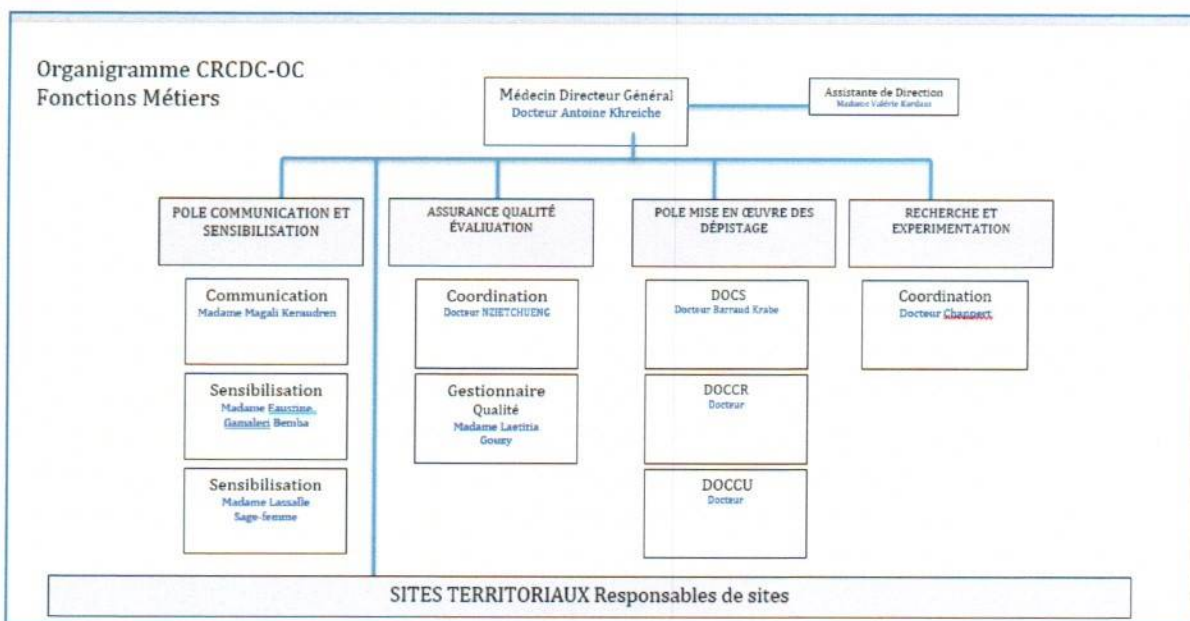
PRESENTATION DU RAPPORT D'ACTIVITE

Les directives ont toutes été respectées :

- Maintien et transfert de tous les contrats de travail au 01/01/2019 : rédaction d'avenants pour les salariés issus des associations, contrats de travail pour les salariés issus des GIP

- Maintien sur leur site de rattachement territorial pour les salariés nommés à des fonctions régionales
- Fin des MAD de personnel et propositions de contrats de travail aux 67 salariés (dont 62 CDI et 5 CDD)
- Mise en place d'un contrat de prévoyance régional
- Reprise du contrat de mutuelle propre à chaque site
- Maintien des usages et avantages divers : tickets restaurant, chèques vacances, chèques cadeaux, prise en charge de la part famille pour la mutuelle, taux de prise en charge employeur de la mutuelle ou de la prévoyance, jours offerts par l'employeur, 13ème mois, primes de fin d'année
- Maintien de l'organisation interne propre à chaque site en termes de temps de travail (horaires de travail et modes d'organisation du temps de travail différents)
- Gestion des salaires individualisée par site, conformément aux dispositions légales et conventionnelles :
 - 12 sites régis par des modes de gestion différents
 - 4 régis par convention collective (2 CCN FEHAP et 2 CCN Cabinets médicaux)
 - 8 régis par le droit du travail, avec des spécificités contractuelles





DO CS :

Centres de Radiologie	153
Nombre de deuxièmes lecteurs	88
Deuxièmes lectures	169 050
Dossiers positifs	10 538
Taux de participation INSEE 2019	48.52%

DO CCR :

Les invitations et les relances sont effectuées mensuellement. La prestation est externalisée via des routeurs (Doc One, Sud Routage, MSA). L'extraction des fichiers de la population à inviter se fait sur chaque territoire par une secrétaire.

L'approvisionnement se fait toujours auprès de la CNAM, de façon régionale. Chaque territoire fait remonter ses besoins en tests immunologiques. La commande régionale est centralisée et envoyée depuis le siège social. En 2019, 3 commandes ont été passées. La quantité de kits commandés s'élève à : 28 250 tests immunologique.

Lecture des tests : le laboratoire Cerba assure la lecture des tests immunologiques.

Suivi des dossiers positifs : le suivi des positifs est assuré sur chaque territoire afin de maintenir une proximité avec les patients et les professionnels de santé.

En 2019, 6 832 dossiers positifs ont été traités

Taux de dépistage 2019	23.05%
------------------------	--------

Ce chiffre est en baisse par rapport à 2018 en raison de l'interruption du marché sur quelques mois qui a pénalisé le dépistage.

DO CCU :

Les premières invitations ont été lancées en octobre 2019 à partir du fichier MSA. Elles concernaient les assurées âgées de 62 à 65 ans.

Les cabinets d'anapath régionaux ont été consultés pour être Centre de Lecture. Des conventions ont été signées avec eux.

Les préleveurs ont tous été informés par courrier du démarrage et des formalités de mise en place du dépistage organisé du cancer du col de l'utérus.

Des actions d'information et de sensibilisation auprès des professionnels de santé ont eu lieu, avec l'appui de certains Conseils de l'Ordre et des caisses d'Assurance Maladie.

PRESENTATION DU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Intervention de Monsieur Tramoy qui rappelle avoir été nommé lors de l'Assemblée Générale du 19 décembre 2019 pour un mandat de 6 ans.

Monsieur Tramoy nous informe qu'il exerce sa profession sous le Ministère de la Justice. Il a l'obligation de révéler les fraudes si elles existent.

Ses missions :

- Lancer des procédures d'alerte s'il estime que l'entité qu'il suit est en grande difficulté et ne pourra être pérenne,
- Emettre une opinion sur les comptes présentés. Sa mission étant de les certifier, c'est-à-dire exprimer que les comptes sont justes,
- Bien comprendre le CRCDC-OC,
- Bien comprendre les relations avec les financeurs,
- Dresser une analyse de risque, c'est-à-dire indiquer qu'il n'y a pas d'anomalie significative. Pour cela, il doit rechercher la « zone de risque d'erreur », assurer le cut-off, respecter le principe de prudence, traiter les subventions avec la notion de fonds dédiés,
- Pratiquer une analyse de maîtrise interne c'est – à – dire à mesurer la capacité interne à maîtriser ses erreurs.

La validation de la correcte reprise des anciennes structures et l'harmonisation des méthodes ont pris beaucoup de temps : 170 heures sur nos comptes ce qui représente un volume très important mais la fusion a été très prenante en termes de travail.

Cette année, en raison de la crise sanitaire, il ne lui a pas été possible de se déplacer mais il le fera dès que la situation le permettra.

Après quelques ajustements, il a pu certifier les comptes sans réserve :

« Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice. »

Il nous demande, dans le cadre de la loi de 2006 sur la transparence financière, d'établir une convention entre l'association et ses administrateurs deuxièmes lecteurs et de faire approuver cette convention en Assemblée Générale.

Projets 2020 :

- Contrôle des deuxièmes lectures,
- Ressources Humaines : effet comptable sur le passage à la convention FEHAP 51
- Méthode de travail sur site,
- Processus d'arrêté des comptes (fluidité).

Questions :

Monsieur Jean Paul Delon demande s'il existe un comparatif avec les autres CRCDC.

Monsieur Tramoy répond que cela ne fait pas partie de ses missions et qu'un Commissaire aux Comptes de doit pas s'impliquer dans la gestion de l'association par laquelle il est mandaté et qu'il est soumis au secret professionnel.

Aucune autre question n'étant soulevée, il est procédé au vote.
Le rapport du Commissaire aux Comptes est validé à l'unanimité.

PROPOSITION D'AFFECTATION DE L'EXERCICE ECOULE

Comme expliqué par le Commissaire aux Comptes, le déficit de 480 000 € est lié à la non réception des subventions demandées et des dettes.

Pour le Commissaire aux Comptes et l'Expert-comptable, il conviendrait de reporter ce résultat (« report à nouveau »), ce qui se fait généralement. L'excédent viendra alors combler ce report à nouveau.

Il est procédé au vote. Le report de ce résultat en report à nouveau est validé à l'unanimité.

PRESENTATION DES STRATEGIES FEHAP 51

Intervention de Maître Malvaud, avocat conseil du CRCDC-OC.

Maître Malvaud rappelle le contexte :

L'activité du CRCDC-OC ne relève d'aucune convention collective obligatoire. Une réflexion a été menée afin de savoir quelle convention pourrait le mieux convenir au CRCDC-OC. Il s'est avéré que celle qui correspond le mieux est la FEHAP 51 dans laquelle on retrouve la notion de « dépistage » et de « but non lucratif ». Ses statuts sont évolutifs dans le temps et il y a un réel intérêt à être rattaché à une convention nationale.

Passer à une nouvelle convention est toujours compliqué, à plus forte raison dans notre région qui regroupe 12 anciennes structures, ce qui donne autant de situations particulières. Toutefois, cela permettrait un cadre de gestion collectif des salariés, une harmonisation des statuts avec un objectif d'équité de traitement des salariés occupant un même métier au sein de la région.

Le passage à cette convention, quelle que soit l'option retenue aura un coût non négligeable lié notamment à la reprise d'ancienneté.

Deux options ont été étudiées :

Option 1 : reprise de l'ancienneté et augmentation de 6% de la masse salariale. Risque de devoir diminuer le poste de dépense RH dans les années à venir.

Option 2 : scénario alternatif avec une augmentation de 3% de la masse salariale en neutralisant l'ancienneté avant l'intégration dans le CRCDC-OC et une nouvelle ancienneté qui démarre au 01.01.2019. Le salaire de base et les autres éléments de rémunération sont maintenus à l'exception de l'ancienneté qui repart à zéro. Cette option permettra d'agir sur les salaires dans les années à venir car elle offre une maîtrise du budget sur le long terme ainsi qu'une marge de manœuvre par rapport à l'augmentation des salaires souhaitée par le Bureau. C'est l'option qui semble la mieux adaptée tant pour les financeurs que pour les salariés. Elle protège l'ensemble des salariés et permet une harmonisation des salaires.

Questions :

Monsieur Jean Paul Delon :

- Que deviennent les salariés qui bénéficient déjà de la FEHAP ?

Docteur Khreiche : Les salariés bénéficiant de la FEHAP vont continuer d'en bénéficier. La rémunération ne va pas diminuer, les acquis vont rester

- Pourquoi prendre la responsabilité si les tutelles nous refusent le budget ?

Maître Malvaud : L'employeur se doit de prendre des initiatives et d'assumer la responsabilité de certains choix face aux financeurs. De plus, le CRCDC-OC s'engage dans une négociation, il n'y a pas de risque.

Pour le Docteur Renaudie et Monsieur Delon, l'harmonisation des salaires est fondamentale. C'est un objectif essentiel.

Cette option d'adhésion à la FEHAP est réalisable cette année, dès le 1^{er} octobre, ce qui ne sera pas forcément le cas les autres années.

Des étapes restent cependant indispensables :

- Consultation et information du CSE,
- Accord négocié avec le délégué syndical (FO),
- Etude et information de chaque salarié au cas par cas.

Aucune autre question n'étant soulevée, il est procédé au vote.

Le choix du passage à la FEHAP 51 option 2 est validé à la majorité moins 1 voix.

ADOPTION DU BUDGET PREVISIONNEL 2020

Le budget 2020 est impacté par le passage à la convention collective FEHAP 51 pendant 3 mois (passage au 01.10.2020), droit du travail pour les 9 premiers mois.

Il tient également compte :

- Des postes de médecins vacants,
- D'une embauche éventuelle de 4 médecins responsables de site au 1^{er} octobre 2020,
- De l'embauche à la même date de 7 secrétaires es secrétaires pour le DO CCU.

Etat des lieux RH :

- 3 postes de médecin responsable de site sont à pourvoir (11/09, 65/32 et 66),
- Le recrutement des secrétaires DO CCU devrait intervenir dans le 2nd semestre 2020.

Rémunération brute	2 182 530 €
Charges	1 130 692 €
Coût total RH	3 323 223 €

DO CS :

Population	Nombre
Population INSEE des femmes de 50 à 74 ans	982 371
Population invitée	491 186
Nombre de femmes relancées	341 375
Population dépistée	245 593
Taux d'activité	50,0%

	Montant en €
Total des charges directes liées au DO CS	2 547 027 €
dont mise à disposition	
Charges "Ressources Humaines" Incombant à la SG à répartir sur les charges du DO CS	1 525 281 €
dont mise à disposition	
Coût complet du DO CS Incombant à la SG (hors coûts de structure)	4 072 309 €
dont mise à disposition	

DO CCR

L'approvisionnement en tests immunologiques a été laissé car certains médecins passent encore par les sites pour récupérer leurs kits et il y a également les demandes spontanées.

DO CCU

Fin 2019 nous avons commencé à inviter les femmes « sortantes », c'est-à-dire les femmes âgées de 62 à 65 ans relevant de la MSA.

En 2020, les assurées CPAM sont invitées à leur tour. L'extension des invitations vers toutes les femmes sera effective à compter de cet Eté.

L'enveloppe de 780 876 € dédiée au DO CCU sera utilisée au cours de l'année. Le recrutement des secrétaires DO CCU devrait se faire au cours du second semestre 2020.

Aucune autre question n'étant soulevée, il est procédé au vote.
Le budget prévisionnel 2020 est validé à l'unanimité.

PRESENTATION DES STATUTS DE L'ASSOCIATION DES PRESIDENTS DES CRCDC

Intervention du Professeur Marès.

Des informations, souvent de formes différentes nous parviennent de l'INCa, la DGS, l'ARS, l'HAS.

Dans le souhait de faire remonter notre approche médicale, des demandes d'entretien ont été formulées. La réponse a été claire : si vous souhaitez obtenir audience, il fallait constituer une association.

L'idée de créer l'association des présidents de CRCDC a donc vu le jour. Maître Hardy l'a accompagnée dans l'élaboration des statuts afin de préserver l'autonomie régionale de chaque CRCDC. Il a modifié l'article 3 des statuts en ce sens, à la demande du Bureau du CRCDC-OC.

Un travail main dans la main avec un collège des directeurs, un collège médical est prévu.

Composition de l'association des présidents des CRCDC : collège avec 4 directeurs de CRCDC (consultatifs) et 4 médecins (consultatifs) peuvent faire partie de cette association.

Actuellement, la DGS et l'INCA sollicitent régulièrement les directeurs ou leur communiquent des informations sans en aviser les présidents. Il s'agit donc de préserver notre indépendance et de faire remonter notre expertise médicale de terrain auprès des institutions.

Monsieur Michel Combier estime que cette structuration n'est pas nécessaire. C'est également l'avis des représentants URPS. Mieux vaut améliorer les chiffres du dépistage plutôt que de construire une nouvelle association. Il s'interroge aussi sur le rôle de cette nouvelle association et quel espace sera donné à l'Occitanie.

Pour le Professeur Marès, si on veut garder une force de présence et défendre nos associations régionales, mieux vaut s'unir. Le souci de chacun est actuellement d'harmoniser les pratiques.

Un Conseil d'Administration et une Assemblée Générale se réuniront très prochainement afin de valider ou non cette adhésion. Le Professeur Marès transmettra les statuts pour que chacun puisse se les approprier et se positionner.

Le Conseil d'Administration est clôturé par le Professeur Marès afin de laisser place à l'Assemblée Générale.

Professeur Pierre MARES
Président CRCDC-OC
Le,

